

Questions orales

ce de 5,7 p. 100 se maintiendrait au cours du deuxième semestre de 1991.

• (1130)

Je voulais simplement dire au député que nous aurions certes préféré que la croissance se maintienne au même rythme, mais il reste que les indicateurs du logement, des bénéfiques des sociétés et de la création d'emplois pointaient tous dans la même direction, soit que la croissance était modérée, conformément aux prévisions.

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Madame la présidente, le ministre vit dans un conte de fées. La réalité pour les agriculteurs et les travailleurs canadiens, ce sont les chômeurs, les pauvres, les temps difficiles. On dirait que le ministre vit dans un rêve!

Pourquoi le ministre ne veut-il pas admettre que nous venons de traverser deux mois consécutifs de baisse et nous dire ce que le gouvernement actuel attend pour modifier ses politiques et créer de l'emploi pour les Canadiens?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame la présidente, je ne vis pas dans un conte de fées. Nous venons d'enregistrer deux semestres consécutifs de croissance. Les faits sont là. Le député nous demande d'agir. Il propose de dépenser, d'emprunter plus d'argent et de le consacrer à la relance de l'économie.

Comme je l'ai dit tout à l'heure, j'ai commencé mes consultations préliminaires à l'établissement du budget. Je vous assure, madame la présidente, que personne ne s'entend pour dire que nous devrions adopter cette ligne de conduite. Au contraire, ce qu'on recommande, c'est de continuer à faire ce que nous faisons déjà, c'est-à-dire nous remettre sur le droit chemin, maintenir les taux d'intérêt bas, juguler l'inflation, résister aux pressions inflationnistes et mettre de l'ordre dans nos affaires financières. C'est le message que nous transmettent les Canadiens, et je crois fermement que c'est ce que nous devons faire si nous voulons nous assurer une économie forte et prospère.

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Madame la présidente, le message que me transmettent les Canadiens, le monde des affaires, les syndicats, tout le monde, c'est qu'il faut commencer par se débarrasser de la TPS, puis dévaluer le dollar canadien. Voilà ce qui va nous remettre sur la voie de la reprise économique.

[Français]

Ma question supplémentaire, madame la présidente, est celle-ci: Le gouvernement se rend-il compte qu'il y a beaucoup de souffrance au Canada et au Québec? Ses politiques ont élargi le fossé entre les pauvres et les riches, et accentué les divisions à l'intérieur du pays. Quand le gouvernement va-t-il agir et venir en aide aux Canadiens et aux Canadiennes, partout au Canada?

[Traduction]

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame la présidente, le député affirme qu'il faut supprimer la TPS. Par quoi allons-nous la remplacer? Le député recommande-t-il d'accroître le déficit d'un montant supplémentaire de 16 milliards de dollars? Cela frise l'irresponsabilité, madame la présidente. Il propose de supprimer la TPS, ce qui aurait pour effet d'accroître le déficit de 16 milliards de dollars de plus. Voilà bien le genre de propositions absurdes qui nous viennent des députés d'en face.

Le député nous exhorte maintenant à aider les Québécois. Or, hier, à la Chambre, les députés d'en face ont trouvé à redire au programme de développement régional on ne peut plus légitime qui a pour but de venir en aide aux Québécois. Le député doit choisir. On ne peut pas, un jour, reprocher au gouvernement de prendre des mesures concrètes pour résoudre les problèmes de développement régional du Québec et, le lendemain, supplier la Chambre de venir au secours des Québécois.

* * *

LA SANTÉ

M. Stan Wilbee (Delta): Madame la présidente, j'adresse aujourd'hui ma question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, ou à son porte-parole.

La présidente de la Commission royale d'enquête sur les nouvelles techniques de reproduction, le docteur Patricia Baird, a déclaré que la commission ne remettrait pas son rapport avant le mois d'octobre 1992. Beaucoup d'intervenants du milieu médical sont très préoccupés par la recherche que subventionne cette commission, et plus précisément par le genre de recherche subventionnée.

Ma question est la suivante: combien a déjà été dépensé de la somme de 26 millions de dollars, qui constitue le budget de la commission? Quel est le coût estimatif des travaux de cette commission et quand publiera-t-elle une liste détaillée des projets de recherche qu'elle a subventionnés ou qu'elle subventionnera?

L'hon. Pierre H. Cadieux (ministre d'État (Condition physique et Sport amateur), ministre d'État (Jeunesse) et leader adjoint du gouvernement à la Chambre): Madame la présidente, je sais que cette commission a commandé